

**TROISIEME REUNION DU COMITE DE
HAUT NIVEAU SUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA POLITIQUE COMMUNE DE
L'UEMOA DANS LE DOMAINE DE LA PAIX
ET DE LA SECURITE**

Relevé de conclusions

Dakar, 27 octobre 2017

La troisième réunion du Comité de haut niveau sur la mise en œuvre de la politique commune de l'UEMOA dans le domaine de la paix et de la sécurité s'est tenue à Dakar, le 27 octobre 2017, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, Président dudit Comité.

Ont pris part à cette réunion, les membres du Comité de haut niveau ou leurs représentants, le Président de la Commission de l'UEMOA, le représentant du Gouverneur de la BCEAO et le Vice-président du Comité Interparlementaire de l'UEMOA.

La réunion du Comité de haut niveau a été précédée de deux réunions préparatoires, au niveau des experts, le 25 octobre 2017, et au niveau ministériel, le 26 octobre 2017.

Le Comité de haut niveau a passé en revue l'état de mise en œuvre des diligences issues de sa réunion du 13 février 2015 et des sessions extraordinaires de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union des 05 juin 2016 et 10 avril 2017 relatives au chantier paix et sécurité.

S'agissant de ses recommandations du 13 février 2015, le Comité a félicité le Président de la Commission de l'UEMOA de la mise en place, au sein de la Commission, de la Délégation générale à la paix et à la sécurité (DGPS) et des mesures prises pour la mise en place du Mécanisme de veille et d'alerte précoce de l'UEMOA (MeVap).

Concernant la mise en œuvre des diligences de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des 05 juin 2016 et 10 avril 2017, le Comité a

noté avec satisfaction les mesures prises par la Commission de l'UEMOA, en rapport avec les Etats membres, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour la paix et la sécurité dans l'espace UEMOA.

Le Comité a noté la persistance et la multiplication des attaques terroristes dans l'espace communautaire, en particulier au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger, et salué, à cet égard, les efforts des Etats de l'Union dans la lutte contre le terrorisme et ses activités connexes telles que l'extrémisme violent, les trafics en tous genres, le blanchiment de capitaux et le crime transnational organisé.

Le Comité a souligné la nécessité de rationaliser la gouvernance politique dans l'espace UEMOA et de mettre en cohérence les politiques nationales de sécurité des Etats membres afin de disposer de cadres référentiels dans ces deux domaines essentiels pour la paix et la sécurité dans l'Union.

Le Comité s'est félicité de la tenue à Bamako, du 12 au 14 octobre 2017, de la Conférence régionale sur la situation sécuritaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest ; il a pris note avec satisfaction des conclusions de ladite conférence, notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé.

La troisième réunion du Comité de haut niveau sur la mise en œuvre de la politique commune de l'UEMOA dans le domaine de la paix et de la sécurité a formulé les recommandations ci-après :

- A l'endroit des Etats membres :

- ❖ Systématiser l'utilisation de la carte d'identité et du passeport biométriques ;
- ❖ Mettre en place les systèmes informatiques de contrôle automatisé et instantané des flux migratoires dans les postes transfrontaliers terrestres ;
- ❖ Intensifier les efforts de sensibilisation des populations à la vigilance et à la coopération avec les Forces de défense et de sécurité dans la prévention et la surveillance de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- ❖ Renforcer la sécurité et la protection des personnes déplacées et des réfugiés dans les camps afin d'empêcher leur infiltration par les groupes terroristes ;
- ❖ Renforcer les mesures pour endiguer les activités liées à l'orpaillage clandestin et à la pêche illicite et non autorisée, y compris les mesures législatives susceptibles d'empêcher leur instrumentalisation par les réseaux criminels et terroristes ;
- ❖ Renforcer la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs, en particulier dans le cadre d'une bonne organisation des flux et des itinéraires de transhumance et pour lutter contre le vol de bétail ;

- A l'endroit des organes et institutions de l'Union :

- ❖ Accélérer la mise en place du Mécanisme de veille et d'alerte précoce (MeVap) en étroite coopération avec la CEDEAO ;
- ❖ Encourager l'implication des élus locaux dans la prévention des crises et conflits et dans la lutte contre le crime transnational organisé ;
- ❖ Doter l'Union d'une stratégie de lutte contre le terrorisme et d'un cadre référentiel pour encadrer la gouvernance politique dans l'espace UEMOA, notamment, s'agissant de la consolidation de la démocratie ainsi que de la promotion et la sauvegarde des droits humains ;
- ❖ Promouvoir la coopération transfrontalière en développant une coopération plus accrue avec la CEDEAO, le G.5 Sahel et l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG) ;
- ❖ Renforcer la DGPS en la dotant de ressources humaines et de moyens qui la rendent davantage opérationnelle.

A l'issue des travaux, les participants à la troisième réunion du Comité de haut niveau sur la mise en œuvre de la politique commune de l'UEMOA dans le domaine de la paix et de la sécurité ont exprimé leurs sincères remerciements et gratitude à Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, Président du Comité de haut niveau, et au Gouvernement sénégalais pour l'accueil réservé aux

délégations ainsi que pour les excellentes dispositions prises en vue du bon déroulement de la réunion.

Dakar, le 27 octobre 2017